

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET
TECHNIQUES PARTICULIERES
N° mi-sgami-se-bacp-2025-005**

**APPROVISIONNEMENT EN CONSOMMABLES, PETITS ET GROS
OUTILLAGES DES ATELIERS AUTOMOBILES DE LA POLICE NATIONALE ET DE
LA GENDARMERIE NATIONALE EN RÉGION AUVERGNE RHÔNE-ALPES**

Pouvoir adjudicateur

La Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud Est

Personne publique

Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud-Est
Direction de l'administration générale et des finances
Bureau de l'achat et de la commande publique
sgami-se-marchespublics@interieur.gouv.fr

Comptable assignataire des paiements

Monsieur le Directeur régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes
et du département du Rhône

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES

1.1 - Objet	page 5
1.2 – Allotissement et variantes	page 5
1.3 – Procédure de passation	page 6
1.4 – Forme du marché et volume financier	page 6
1.5 – Durée du marché	page 6
1.6 – Lieux d'exécution	page 7
1.7 - Sous-traitance	page 7
1.8 – Référentiel et normes en vigueur au jour de la prestation	page 7
1.9 – Monnaie – Droit – Langue	page 7
1.10 – Délais de validité des offres	page 7
1.11 Modification du marché	page 7
1.12 – Marché public de prestations similaires	page 8
1.13 – Traitement des données à caractère personnel	page 8
1.13.1 - L'acheteur	page 8
1.13.2 – Les bénéficiaires du marché	page 12
1.13.3 – Attestation de responsabilité – annexe 3 du CCATP	page 13

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1 – Pièces particulières	page 14
2.2 – Pièces générales	page 14
2.3 – Pièces postérieures à la conclusion du marché	page 14

ARTICLE 3 – RESPONSABILITÉS SOCIÉTALES DU TITULAIRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

3.1 Clauses environnementales	page 15
3.1.1 Produits écoresponsables	page 15
3.1.2 Conditionnements des produits et gestion des déchets d'emballage	page 16
a) Conditionnement des produits	page 16
b) Gestion des déchets d'emballage	page 16
3.1.3 Transports des produits	page 17
a) émission de gaz à effet de serre	page 17
b) qualité de la flotte des véhicules	page 17
c) limitation du nombre de transport expédition	page 17
3.2 Clauses sociales	page 17
3.2.1 Droit de l'homme	page 17
3.2.2 - Relations et conditions de travail	page 18

ARTICLE 4- MODALITÉS D'EXÉCUTIONS DES PRESTATIONS

4.1 – Interlocuteur unique et moyens de communication –	
Exigences réglementaires	page 19
4.1.1 - Interlocuteur unique et moyens de communication	page 19
4.1.2 – Relations commerciales	page 20
4.2.3 - Exigences réglementaires	page 20
4.2 – Les produits	page 21
4.2.1 - Définition des familles de produits	page 21
4.2.2 - Référencement des produits	page 22
4.2.3 – Conditionnement des produits	page 22
4.2.4 – Rupture de stock et produit de substitution	page 22
4.3 Les commandes	page 23
4.3.1 – Étendues des prestations	page 23
4.3.2 – La carte achat	page 25
4.3.3 – Commande de produits non référencés sur le BPU	page 26
4.3.4 - Mise à disposition d'une plateforme de commande dématérialisée -	page 26

4.3.5 – Remise d'échantillon de consommables	page 26
4.3.6 – Accusé réception de la commande par le titulaire	page 26
4.3.7 – Dispositions générales relatives à la commande	page 27
4.4 – La livraison	page 27
4.4.1 – Délais de livraison	page 27
4.4.2 – Modalités de livraison	page 28
4.5 – Commande : réception, vérification, admission, rejet et installation	page 30
4.5.1 – Réception, vérification, admission	page 30
4.5.2 – Rejet non conformité	page 30
4.5.3 – Erreurs de commande	page 31
4.5.4 – Pose et mise en charge	page 31
4.5.5 – Emballage et déchets	page 31
4.6 – Garanties, retour et service après-vente	page 31
4.6.1 – Garanties	page 31
4.6.2 – Retour et service après-vente	page 31

ARTICLE 5 – PRIX ET RÉGLEMENT DES COMPTES

5.1 – Contenu des prix	page 32
5.2 – Détermination des prix	page 33
5.3 – Révision des prix des produits	page 33
5.4 – Evolution des prix – Clauses de sauvegarde	page 34
5.5 – Application du taux à la valeur ajoutée	page 34
5.6 – Modalité d'établissement des factures	page 34
5.6.1 – Mentions obligatoires des factures	page 34
5.6.2 – Transmission	page 35
5.7 – Délai de paiement et intérêts moratoires	page 36
5.8 – Régime fiscal	page 36
5.9 – Avances	page 36

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DIVERSES

6.1 – Conflits d'intérêts	page 36
6.2 – Assurances	page 37
6.3 – Autres obligations administratives	page 37
6.3.1- Changements affectant le titulaire	page 37
6.3.2 – Confidentialité	page 38
6.4 – Sanctions	page 39
6.5 – Cas de crise sanitaire	page 39

ARTICLE 7 – PÉNALITÉS page 39

ARTICLE 8 – RÉGLEMENTS DES DIFFÉRENDS page 42

ARTICLE 9 – CESSATIONS OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES page 42

ARTICLE 10 RÉSILIATION DU MARCHÉ

10.1 – Cas de résiliation	page 42
10.2 – Décompte de résiliation	page 43
10.3 – Montant prévisionnel	page 43
10.4 – Indemnisation	page 43

ARTICLE 11 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS page 44

ANNEXES

Annexe 1 : Coordonnées des sites

Annexe 2 : Utilisation de la carte achat

Annexe 3 : Attestation de responsabilité

ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES GENERALES

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'approvisionnement en consommables d'atelier, de petits et gros outillage pour les ateliers automobiles de la Police Nationale et la Gendarmerie Nationale en région Auvergne Rhône-Alpes.

Il s'agit d'un marché avec obligation de résultats. La réalisation complète des prestations décrites dans le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP), constitue une obligation essentielle du titulaire. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations objet du présent marché dans les conditions mentionnées dans les documents contractuels.

Dans le cas où les objectifs ne seraient pas totalement atteints, le paiement sera diminué des pénalités applicables.

Le choix des moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs définis et leurs utilisations relèvent exclusivement du titulaire. L'ensemble des prescriptions techniques mentionnées dans le présent CCATP constitue un minimum requis, le titulaire est invité à proposer les compléments qu'il juge utiles dans le cadre de l'obligation de résultats à laquelle il est astreint.

Le code CPV principal est le : 43800000

1.2 – Allotissement et variantes

Le présent marché est alloté en lot technique divisés en lot géographique comme suit :

- LOT 1 – Consommables d'atelier et petit outillage mécanicien automobile
Ardèche – Loire- Rhône – Ain – Drôme
- LOT 2 – Consommables d'atelier et petit outillage mécanicien automobile
Savoie - Haute-Savoie – Isère
- LOT 3 – Consommables d'atelier et petit outillage mécanicien automobile
Allier – Cantal – Haute-Loire – Puy-de-Dôme
- LOT 4 – Outillage spécifique et équipement d'atelier
Ardèche – Loire- Rhône – Ain – Drôme
- LOT 5 – Outillage spécifique et équipement d'atelier
Savoie - Haute-Savoie – Isère
- LOT 6 – Outillage spécifique et équipement d'atelier
Allier – Cantal – Haute-Loire – Puy-de-Dôme

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots géographique. Le nombre de lots géographiques qui pourra être attribué à un même soumissionnaire n'est pas limité.

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.3 - Procédure de passation

Le présent marché est un marché passé selon une procédure formalisée (article L2124-1 et R2124-1 du code de la commande publique). Il s'agit d'un appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L2124-2, et R2124-2 du code de la commande publique.

L'opérateur économique est tenu de présenter une offre dans le respect du règlement de consultation (RC).

Le CCAG de référence applicable est le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, le CCAG applicable sont consultables sur les sites internet suivants :

<http://www.legifrance.gouv.fr> et sur www.economie.gouv.fr/daj/commandepublique.

La présente consultation est également passée en application du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique de l'article R 2132-1 à l'article 2132-14 relatif à la mise à disposition des documents de la consultation et à la communication par voie électronique et à l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics.

1.4 Forme du marché et volume financier

Ce marché est un accord-cadre à bon de commande sans montant minimum et avec un maximum de 1 million d'euros HT sur toute la durée d'exécution du marché.

Ce montant est non-contractuel et n'engage pas l'administration.

1.5 - Durée du marché

La durée d'exécution du marché public est fixé par ordre de service. Le marché débute à la date de notification. Il sera reconduit par tacite reconduction pour trois (3) fois douze (12) mois sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions (article R2112-4 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018).

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur à l'issue de chaque période de validité du marché vaut reconduction du marché.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra à tout moment décider de ne pas reconduire le marché avant l'échéance annuelle en notifiant sa décision au titulaire par lettre recommandée

avec accusé de réception ou via la PLACE dans un délai de deux mois.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni dédommagement.

En cas de non-reconduction du marché, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues, jusqu'au terme de ce dernier.

1.6 – Lieux d'exécution

Les commandes seront livrées sur les sites demandeurs, dont la liste figure en annexe 1.

1.7 – Sous-traitance

Ce marché n'accepte pas de sous-traitance pour la vente des produits commandés.

La sous-traitance pour la livraison pourra éventuellement s'exercer. Le titulaire sera alors responsable des produits commandés jusqu'à leur réception et validation par le bénéficiaire.

1.8 - Référentiel et normes en vigueur au jour de la prestation

Le titulaire se conformera à l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes, directives, procédures, consignes et/ou dispositions applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché, qu'ils soient locaux, nationaux, européens et internationaux, en vigueur au jour de la réalisation de ses prestations.

1.9 – Monnaie – droit - langue

Le candidat est informé que l'unité monétaire est l'**EURO**.

Les contestations ou difficultés relatives à l'interprétation ou l'exécution des clauses du présent marché ne dégagent en aucun cas le titulaire de son obligation d'exécution continue des prestations contractuelles.

A défaut d'accord amiable ou de conciliation, tous les actes administratifs détachables du contrat, ainsi que les litiges qui pourraient naître de son exécution relèvent de la compétence du juge administratif français et seront portés devant le tribunal administratif compétent.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

1.10 Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres

1.11 - Modification du marché

Toute modification du marché doit faire l'objet d'un acte modificatif (ou décision modificative) ou tout autre document conclu (exemple : ordre de service) entre les deux parties qui précisera la date de prise d'effet des nouvelles dispositions.

Le titulaire du marché dispose d'un délai de **sept (7) jours calendaires** à compter du jour de l'envoi de la modification pour l'accepter et la retourner dûment complétée et signée.

Le titulaire devra accuser réception des modifications et/ou ordres de service **dans les 48 h** à compter de l'envoi du document par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

En cas de non-transmission ou de retard de transmission des documents contractuels relatifs au marché, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à **l'article 7 du présent CCATP**.

1.12 Marché public de prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, l'administration peut conclure des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables, avec le titulaire du présent marché, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées dans le présent marché.

La durée de ces éventuels marchés ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la date de notification du présent marché.

Cette faculté de l'administration n'accorde aucune exclusivité au titulaire du présent marché quand à l'attribution de marchés qui porteraient sur des prestations similaires et qui serait passés par une procédure de mise en concurrence.

1.13 Traitement des données à caractère personnel

1.13.1 L'acheteur

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

- Précisions terminologiques :

Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du présent marché.

- Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du marché.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée identique à celle du marché.

- Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Le titulaire s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché;

2. si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information.

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution du marché permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation du marché pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence ;

3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché;

4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité

- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

- Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur. Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant conformément aux modalités définies à l'article 8 du présent CCATP.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations. Le titulaire informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

- Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

- Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance et par courriel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

- Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

- Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- Sort des données

Au terme de l'exécution du présent marché, l'acheteur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

- Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

- Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;

2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;

3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :

- o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

- o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées : 50 € pour non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire, pour absence de notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnel, pour non-tenue du registre des activités de traitement ...).

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

1.13.2 Les bénéficiaires du marché

- Sort des données

Au terme de l'exécution du présent marché public, le bénéficiaire informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. Le bénéficiaire peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel ;
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par le bénéficiaire.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

- Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au bénéficiaire dès la notification du marché le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

- Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte du bénéficiaire comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et

organisationnelles, notamment, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- 50 € par jour de retard (à compter du jour de la notification) en cas de non-communication de l'identité du DPD,
- 50 € par heure de retard en cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel.

Conformément au CCAG de référence, le bénéficiaire peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévue par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

1.13.3 Attestation de responsabilité - Annexe 3 au CCATP

Le titulaire fait signer à tous ses personnels appelés sous sa responsabilité à intervenir dans le cadre de l'exécution du marché.

Cette attestation doit être obligatoirement signée, après la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, par les agents du Titulaire susceptibles d'intervenir dans le cadre des prestations du marché. En cas de sous-traitance, l'engagement de reconnaissance de responsabilité doit également être signé par les agents du sous-traitant et communiqué à l'Acheteur par le Titulaire. Le Titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit l'attestation de reconnaissance de responsabilité précitée interviennent de quelque manière que ce soit dans l'exécution du marché.

Dans l'éventualité d'un changement de personnel, le nouvel agent devra obligatoirement prendre connaissance de l'attestation et la signer.

Toutes les attestations de reconnaissance de responsabilité signées doivent être systématiquement transmises au responsable projet et l'acteur en charge de la sécurité numérique désignés par l'Acheteur.

Les attestations sont adressées par voie dématérialisée à l'Administration aux adresses courriel suivantes :

sgami-se-csn@interieur.gouv.fr

sgami-se-marchespublics@interieur.gouv.fr

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les documents contractuels constituant le présent marché sont les suivants, par ordre de priorité décroissant :

2.1 - Pièces particulières

- l'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière (un acte d'engagement et une annexe financière /lot):
annexe 1 : bordereau de prix unitaire ;
- le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (C.C.A.T.P) n° 2025-005 et ses annexes:
annexe 1 : coordonnées des sites
annexe 2 : utilisation de la carte achat
annexe 3 : attestation de responsabilité
- DC1 ;
- DC2 ;
- DC4 ;
- le mémoire technique **document obligatoire dont les données engagent le candidat et exposent ce dernier aux pénalités listées au présent CCATP ;**
- les tarifs publics ou professionnels, les taux de remise du candidat et les tarifs remisés ;
- les fiches de données techniques pour les matériels spécifiques.

2.2 - Pièces générales

- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (C.C.A.G/F.C.S) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

2.3 - Pièces postérieures à la conclusion du marché

- les éventuelles décisions modificatives ainsi que toutes les pièces jugées nécessaire par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) pour la bonne exécution de ce marché.

En cas de contradiction ou de discordance entre les pièces constitutives du marché (Paragraphes 2.1, 2.2 et 2.3), ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. Seuls les documents originaux, conservés dans les archives de l'Administration, font foi.

L'ensemble des documents contractuels listés ci-dessus (Paragraphes 2.1, 2.2 et 2.3), exprime l'intégralité des obligations des parties.

Aucune condition générale ou spécifique de vente du titulaire, figurant dans les documents fournis par le titulaire, ne peut s'intégrer au présent marché. Toute autre stipulation conventionnelle du titulaire (conditions générales du titulaire, catalogues, etc.) n'est applicable au présent marché.

ARTICLE 3 - RESPONSABILITÉS SOCIÉTALES DU TITULAIRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent marché comporte des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Les conditions d'exécution fixées au présent article s'inscrivent notamment dans les principes et questions centrales de la norme ISO 14024 ou équivalent.

Le respect des clauses figurant plus bas s'impose à l'ensemble des opérateurs économiques de ce marché : le titulaire et, le cas échéant, ses partenaires. Le titulaire avise ses entités que les obligations du présent article leur sont applicables, mais reste responsable du respect de celles-ci vis à vis de la personne publique.

3.1 Clauses environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application des articles R.2110-10 et L.2112-2 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques et conditions d'exécution à caractère environnemental comme suit :

3.1.1 Produits écoresponsables :

L'acheteur soumissionnaire dispose de produits écoresponsables. Les produits considérés comme écoresponsable sont :

- les produits désignés comme "écolabellisée" selon la norme ISO 14024 ;
- les produits présentant un ou plusieurs caractéristiques écoresponsables.

Le titulaire peut proposer des produits répondant aux deux caractéristiques ou bien répondant à un des deux uniquement.

Les produits éco responsables recherchés par l'acheteur sont les suivants:

Outillage électroportatif – gros outillages

- produits reconditionnés
- produits équipés en batterie rechargeable plutôt qu'en piles/accumulateurs
- produits à caractère facilement réparable (notamment batterie remplaçable)
- consommation énergétique faible / rendement élevé
- source d'énergie renouvelables (groupe électrogène ...)

Petits équipements d'atelier (servantes, essuis touts, ...)

- produits issus du réemploi ou reconditionné
- utilisation de matériaux renouvelables durable et recyclés

Lubrifiant - peinture

- origine végétale
- caractère bio sourcé

Le titulaire fournira un état représentatif des produits écoresponsables cités au BPU, à notification du marché et un état annuel à la date anniversaire du marché.

3.1.2 Le conditionnement des produits et gestion des déchets d'emballage

a) conditionnement des produits

Afin de respecter la loi Régime de Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) visant à renforcer la gestion d'emballage en intégrant des objectifs de durabilité et de recyclage et suite à l'extention de cette loi aux emballages professionnels depuis le 1er janvier 2025, le titulaire doit :

- réduire l'utilisation d'emballage primaire et le volume d'emballage. Il utilise des alternatives aux emballages individuels.
- supprimer les emballages problématiques (en particulier le plastique)
- veiller à ce que les matériaux constituant un emballage soit issue de ressources renouvelables et/ou de matériaux recyclés et/ou recyclable. (un emballage carton doit contenir au moins 50 % de matières recyclés.)

Le titulaire fournit à l'acheteur tous les semestres un récapitulatif des emballages utilisés et leurs caractéristiques, permettant ainsi d'attester de la bonne mise en oeuvre de ces actions en matière environnementale.

b) gestion des déchets des emballages

Les déchets produits durant les prestations de livraison restent à la charge du titulaire. Le titulaire laisse le lieu de livraison libres de tout emballage. Dans la mesure du possible, il normalise la reprise des emballages servant au conditionnement et au transport des produits.

A la demande des bénéficiaires, le titulaire est tenu de reprendre, sans frais, ou de faire reprendre sans frais pour son compte, les produits usagers du même type que les produits qu'il commercialise et dont l'utilisateur final se défait.

Les produits concernés par cette obligation sont les matériels électriques et/ou électroniques tel que définis à l'article R.543-171-1 et R.543-171-2 du code de l'environnement, comprenant les outils électriques et/ou électroniques.

De plus, le titulaire assure le traitement de ces déchets conformément à la réglementation en vigueur et selon la hierarchie des modes de traitements exprimée à l'article L.541-1 du code de l'environnement :

- 1 - la préparation en vue de la réutilisation
- 2 - le recyclage
- 3 - toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique
- 4 - l'élimination.

Le titulaire communiquera, annuellement, un état des déchets collectés dans le cadre de cette obligation. Cet état précisera la typologie des déchets concernés et les types de traitement appliqué comme indiqué ci-dessus.

3.1.3 Le transport des produits

a) émission de gaz à effet de serre

Le titulaire s'engage à respecter l'article L.1431-3 du code des transports. Il communique, annuellement, une estimation des émissions de gaz à effet de serre générées par les transports mobilisés pour l'exécution de ce marché. En cas de sous-traitance de la prestation de transport, l'estimation doit être obtenue par le titulaire auprès de son sous-traitant et communiquer à l'acheteur et au prestataire.

Aussi, la formule de calcul des émissions de gaz à effet de serre sera communiqué avec l'estimation.

La formule appliquée sera celle donnée par le ministère de la transition écologique. Un guide méthodologique édité par le ministère peut être consulté par le titulaire sur le site

<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/suivi-emissions-gaz-effet-serre>.

b) qualité de la flotte de véhicules utilisés pour la livraison

Les conducteurs de véhicules de livraison affectée à l'exécution de ce marché seront formés à l'éco-conduite : formation initiale à l'embauche et mise à niveau régulière.

Un relevé de ces informations seront fournis annuellement par le titulaire. Ce relevé mentionnera le nom de conducteur, l'intitulé de la formation suivie, la date et le nombre d'heure de formation.

c) limitation du nombre de transport expédition

Le titulaire veille à réduire l'impact écologique des livraisons en :

- regroupant l'expédition des colis afin d'optimiser les tournées de livraisons
- limitant le nombre d'envois des colis réduire l'impact écologique des livraisons.

Pour tous manquements aux articles cités ci-dessus, des pénalité comme indiqué dans l'article 7 du présent CCATP seront appliquées au titulaire.

3.2 Clauses sociales

3.2.1 Droit de l'Homme

Pour chaque lot, le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent marché doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- respecter les huit (8) conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail des pays d'implantation ou de provenance des marchandises, en application de l'article 6 du CCAG de référence ;
- disposer d'un système de management tenant compte du respect des droits sociaux fondamentaux au sens du référentiel des Nations Unies ;
- respecter les règles de protection des salariés (EPC, EPI, ...etc...) applicable à leurs activités respectives.

Conformément à l'article 7, des pénalités pourront être appliquées pour tous constats de manquement à ces obligations

3.2.2 Relations et conditions de travail

Pour chaque lot, le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent marché doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- avoir une politique de ressources humaines structurées dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
- respecter la réglementation et les normes internationales de comportement en matière de dialogue social (CHSCT, DP, syndicats, négociations annuelles,...etc...) ;
- avoir une politique santé-sécurité structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
- tenir si nécessaire un bilan sur les risques santé-sécurité des salariés et sous-traitants ;
- appliquer les lois sur le droit à la formation ;
- respecter les législations et normes en matière de lutte contre le travail dissimulé ;
- appliquer tout dispositif santé-sécurité sectoriel dont les réglementations nationales ou les normes internationales font état ;
- le cas échéant, respecter les conventions collectives sectorielles ;
- respecter les réglementations nationales et européennes relatives au salaire minimum (travailleurs détachés notamment).

Par ailleurs, le titulaire est tenu de déclarer au représentant du pouvoir adjudicateur toute condamnation par une autorité juridique (prud'homme, juridiction administrative et judiciaire) au regard de toute problématique de ressources humaines (licenciements abusifs, travail dissimulé,...etc...).

ARTICLE 4 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations et fournitures faisant l'objet du présent accord cadre devront être conformes aux stipulations du marché, les normes et spécifications techniques françaises et européennes applicables étant celles en vigueur à la date du marché.

Le titulaire assure les prestations telles que définies dans le présent CCATP. il devra respecter en tous points l'ensemble des exigences définies par **ce présent CCATP**, conduire les opérations conformément aux meilleures pratiques et dans les conditions économiques les plus compétitives. La responsabilité du titulaire est directement engagée pour l'ensemble des missions qui lui sont confiées.

Le titulaire retenu s'engage à :

- démarrer les prestations liées à l'accord cadre dès **notification du marché par ordre de service.**
- donner accès au catalogue prix public en permanence au pouvoir adjudicateur ainsi qu'au prestataires dès le démarrage des prestations. Sur le BPU apparaîtra le prix public accompagné du pourcentage consenti sur ce prix ainsi que le prix remisé. Le taux de remise consentie à l'Administration sera celui indiqué sur l'onglet "remises par familles" du BPU ;
- proposer systématiquement les promotions du moment ;
- à effectuer toutes les livraisons des fournitures **FRANCO de port.**

4.1 Interlocuteur unique et moyens de communication – Exigences réglementaires

4.1.1 - Interlocuteur unique et moyens de communication

➤ Un interlocuteur unique représentant le titulaire auprès de l'acheteur et du prestataire et, un représentant suppléant en cas d'absence de l'interlocuteur unique, seront désignés obligatoirement pour chaque lot pour les aspects liés à l'exécution (techniques et administratifs) de ce marché. Leurs noms et coordonnées seront communiqués à l'acheteur et au prestataire dès la notification du marché.

L'interlocuteur unique coordonne le déploiement du marché et rend compte à l'acheteur. Il rend compte des décisions prises et des modalités d'exécution à son équipe.

De plus, il participe aux réunions de lancement, de suivi d'exécution ou toute autre échange demandé pour la bonne exécution de ce marché.

Avec le représentant commercial qu'il aura nommé pour chaque lot, il assurera un rôle de conseiller technique auprès des prestataires.

Il gère et communique également les synthèses de consommations, les relevés d'information annuel demandés dans l'article 3 – responsabilité sociétales et développement durable de ce CCATP.

Il met en place une équipe de gestion capable de gérer les commandes à partir de leurs réceptions jusqu'à leurs validations par le prestataire, les réclamations-service après-vente, les rétractations et les rappels de produits.

Tout changement d'interlocuteur unique et/ou de suppléant doit obligatoirement être communiqué dans les 48 heures à l'acheteur et aux prestataires.

De plus, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement, motivé et dûment justifié de l'interlocuteur unique. Le remplaçant dont les coordonnées seront communiquées à l'acheteur, est soumis à l'approbation de l'acheteur.

L'interlocuteur unique doit pouvoir être joint par téléphone directement sur un numéro fixe ou un numéro de téléphone mobile les jours ouvrés de 8 heures 30 à 17 heures.

➤ Moyen de communication : le titulaire met en place une interface de commande dématérialisée (plateforme électronique, plateformes d'approvisionnement,...) de façon à permettre aux prestataires de procéder :

- au dépôt après consultation du catalogue (BPU) et suivi de leur commande ;
- de créer des devis en ligne et bon de commande pour les matériels supérieurs à 200 euros. Sur chaque devis et bon de commande apparaîtra obligatoirement les mentions concernant les garanties (nombre d'année de garanties, ce qui est garanti...etc) des matériels commandés ;
- au règlement de leur commande par carte achat obligatoire ;
- au formalité de service après vente (retour marchandises) ;
- à toutes informations concernant l'exécution de ce marché.

Cette plateforme doit permettre aux prestataires de :

- consulter l'ensemble des produits référencés dans le BPU (annexe 1 de l'acte d'engagement),
- visualiser la disponibilité des produits susceptibles d'être commandé

- visualiser la documentation technique et les impacts environnementaux de chaque produit cité au BPU ;
- être alerté, le cas échéant, du retour d'un produit manquant ;
- avoir la possibilité de filtrer les produits par familles ou par des références produits,...;
- disposer des fonctionnalités nécessaires à l'élaboration de la commande grâce à la constitution d'un panier.

Le titulaire ouvre un compte et autant de sous-compte que nécessaire pour chaque prestataire qui en fera la demande par mail à l'interlocuteur unique. Le prestataire recevra les codes d'accès sécurisés à l'interface (soit identifiants et mots de passe personnels) ainsi qu'une notice d'utilisation simple et claire détaillant les fonctionnalités et paramétrages de cette plateforme, dans un délai de 72 heures à réception de la demande. Sans réponse du titulaire ou passé le délai cité précédemment seront appliqués des pénalités conformément à l'article 7 – pénalités.

A chaque connection, l'agent devra sécuriser l'entrée dans le site internet par un code numérique ou alphanumérique de sécurité qu'il recevra pas sms avant la connection définitive à l'interface.

Chaque prestataire sera responsable de ces accès et ne devra en aucun cas les divulguer en dehors de ces fonctions professionnelles.

Le titulaire assurera une formation à l'utilisation de cette plateforme sur demande des prestataires et selon le besoin de ce dernier.

Une assistance technique sera mise à disposition des prestataires afin de résoudre tous les problèmes liés à cette interface par téléphone et/ou échange de mail. Les coordonnées seront communiquées dans la notice d'utilisation de l'interface mais aussi à l'acheteur.

4.1.2 – Relations commerciales

Dans le cadre de la bonne exécution du marché, les ateliers bénéficiaire du présent contrat souhaitent un contact régulier avec un commercial unique à minima une fois par mois et autant que de besoin sur demande des services de l'administration.

Ce contact permettra d'assurer une continuité de conseil dans le choix des produits et être informé aux évolutions techniques.

Un représentant commercial sera nommé par l'interlocuteur unique pour chacun des lots. Il devra rendre compte de la bonne exécution du marché à l'interlocuteur unique.

4.1.3 - Exigences réglementaires

Le titulaire garantit que :

- tous les produits livrés et faisant partie de son offre respectent la législation, la réglementation et les normes afférentes applicables en France à la date de la livraison,
- tous les appareils, équipements et outils possèdent un certificat de conformité, et sont marqués «NF» ou «CE»,
- tous les procès-verbaux pour toutes les références possédant un classement au feu, sont fournis à première demande.

Si ces informations ne sont pas fournies de base dans la fiche technique du fabricant, le titulaire donne ces informations dans un document annexe pour chaque fiche technique demandée.

4.2 Les produits

4.2.1 - Définition des familles de produits

Les familles de produits relevant de ce marché sont définies, par référence à des sous-familles et à des exemples de produits et recensées pour chaque lot :

➤ **Lot 1, 2 et 3 – consommables d'atelier et petit outillage mécanicien automobile**

Ces lots concernent les matériels suivants :

- Fixatifs automobiles
- Produits pour réparation automobile
- Mastics, colles et joints
- Produits de nettoyage et d'entretien d'atelier
- Fournitures pour pneumatiques
- Équipement de Protection Individuelle ou collective
- Outillage pneumatique et hydraulique
- Outillage à main
- Mesure
- Chargeurs de batterie
- Nettoyage
- Cric et support
- Outillage pare-brise

➤ **Lot 4, 5 et 6: outillage spécifique et équipement d'atelier**

Ces lots concernent les matériels suivants :

- Pont élévateur
- Machine entretien moteur et boîte de vitesse
- Éléments sous pression
- Station de climatisation
- Banc de géométrie
- Démonte-pneu et équilibreuse
- Presse d'atelier
- Vérin d'atelier
- Soudure
- Freinage
- Réglage éclairage
- Servante d'atelier gamme professionnelle + composition complète outillage

Il est à noter que le bordereau de prix unitaires (B.P.U.) annexé à l'acte d'engagement est exhaustif des produits et fournitures qui seront commandés à l'accord-cadre.

Toutefois, afin d'être conforme aux évolutions techniques et aux besoins opérationnels, les articles des catalogues des prestataires appartenant pour chacun des lots à ces familles (et non inscrits au BPU) bénéficieront du tarif remisé tel que décrit par les candidats dans l'onglet "Taux de remise par familles" des annexes financières.

Les produits n'appartenant pas aux familles définies dans le présent accord-cadre sont considérés comme hors-marché et ne bénéficieront pas du taux remisé.

Fiches techniques :

Pour chaque article des lots 1 et 2, les fiches des données techniques seront transmises dans le cadre de l'offre des candidats soumissionnaires.

A défaut, l'offre pourra être considérée comme irrégulière

Fiches de données sécurités (F.D.S.)

Pour le lot 2, les fiches de données seront transmises à la demande de l'administration lors des commandes au titulaire.

Elle devront être transmises par voie électronique et mise à disposition sur l'interface en ligne

4.2.2 - Référencement des produits

Tous les produits et matériels fournis sont neufs, à l'exception des produits reconditionnés ou issus du réemploi tels que définis à l'article 3.1.1 du présent document.

Les produits sont référencés sont listés à l'annexe 1 de l'acte d'engagement "bordereau des prix unitaires (BPU).

Le BPU présente les produits par famille de produits :

- la désignation des produits
- leur marque, leur référence fabricant
- leur prix unitaire HT avant remise, leur prix unitaire HT après remise, le montant de l'éco-participation pour les produits concernés et le taux de TVA.

Les dispositions relatives à la forme et au contenu du prix ainsi que les modalités de révision de prix du BPU sont définies à l'article 5 du présent document.

4.2.3 - Conditionnement des produits

Le conditionnement et l'emballage des produits doivent répondre aux usages de la profession et sont à la charge du titulaire.

Les produits livrés seront soigneusement emballés et protégés. Ils seront adaptés à chaque produit et aux conditions de transports.

Tous produits reçus endommagés par manque de protection et/ou défaut d'emballage sera échangé sur demande du bénéficiaire. Les frais engagés pour ces échanges seront à la charge du titulaire.

La gestion des déchets d'emballage est défini dans l'article 3.1.2 du présent document.

4.2.4 – Rupture de stock et produit de substitution

La rupture de stock demeure exceptionnelle et est dûment justifié par le titulaire.

Le titulaire met en oeuvre les dispositions qu'il prend pour anticiper les ruptures de stock et y remédier telles que définies dans son offre.

En cas de rupture de stock, d'une ou plusieurs référence de la commande, le titulaire informe le bénéficiaire des délais de "retour en stock" (article 4.6.12 du présent document), et sous réserve de l'accord préalable du bénéficiaire, assure la livraison de la commande en plusieurs fois. Le bénéficiaire peut choisir d'être livré en une seule fois, après le retour de stock chez le titulaire de toutes les références de la commande.

La livraison d'une commande en plusieurs fois n'entraîne pas de frais de livraison ni de frais de gestion supplémentaires.

En cas de rupture de stock, à la demande du bénéficiaire, le titulaire propose, au même tarif, un produit de substitution de caractéristiques et de qualité au moins égales à celles du produit initialement commandé.

En cas d'accord du bénéficiaire pour un produit de substitution, le titulaire précise sur la facture que le produit livré est une substitution de référence pour cause de rupture de stock.

En cas de refus d'acceptation d'un article de substitution par le prestataire, ce dernier a la possibilité de commander chez un autre fournisseur **uniquement pour le même produit, la même marque et le même modèle (produit à l'identique)**. **Tout produit équivalent est interdit.**

4.3 Les commandes

4.3.1 Etendue des prestations

Les prestations portent sur l'achat de gros et petits matériels ainsi que l'approvisionnement de matériels pour les ateliers automobiles de la Police Nationale et de la Gendarmerie Nationale en région Auvergne Rhône-Alpes.

Les coordonnées des sites ainsi que l'identité des responsables de sites sont répertoriées à l'annexe 1 du présent CCATP.

Ces prestations sont demandées, par les agents des sites habilités à passer les commandes qui figurent à l'annexe 1 précitée, par la création d'un panier via l'interface mis à disposition par le titulaire et défini à l'article 4.1 (Moyens de communication) du présent document. Le panier de commande ou la proposition de prix comporte une référence. Le panier de commande ou la proposition de prix fait l'objet obligatoirement d'une commande émise par carte achat.

Le titulaire est chargé de :

- la réception de la commande sur l'interface prévue à cet effet ;
- la préparation et la livraison de la commande dans les délais définis à l'article 4.4 du présent document ;
- fournir un suivi d'évolution technique lié aux références familles de ce marché ;
- fournir les relevés d'information annuel défini dans l'article 3 – Responsabilités sociétales du titulaire et développement durable – du présent document ;
- du suivi administratif des opérations pré-citées.

La qualité du service doit satisfaire aux caractéristiques législatives et réglementaires en vigueur, notamment en matière d'hygiène, de sécurité et tout particulièrement à la réglementation relative aux conditions de valorisation des déchets, et le cas échéant d'élimination des déchets. Il appartient au titulaire d'assurer l'ensemble des tâches nécessaires à la réalisation de ces prestations.

Le titulaire doit également prévoir et assurer la mise en œuvre de l'intégralité des ressources organisationnelles, matérielles et humaines dans sa totalité, nécessaires à la bonne exécution des prestations.

4.3.2 – La carte achat

L'utilisation de la carte achat est obligatoire pour l'exécution de ce marché.

➤ Mise en œuvre de la carte achat :

Afin de permettre l'exécution d'un marché par carte d'achat les titulaires doivent se doter :

- d'une solution d'acceptation permettant le traitement des commandes passées par cartes d'achat (notice informative en annexe 2 au présent CCATP) et s'appuyant sur une solution de traitement de flux financier interopérable sur le réseau retenu par le pouvoir adjudicateur dans son marché d'émission de carte achat (Visa, Mastercard, American Express...) et certifié PCI-DSS.
- d'un contrat monétique avec une banque

Les modalités de fonctionnement de la carte achat n'entrant pas dans le cas prévu par l'article R.2191 – 3 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, aucune avance ne peut-être versée au titulaire.

Le recours à une carte d'achat a pour objectif de simplifier la chaîne de dépense, depuis la commande jusqu'au paiement par la dématérialisation des données de facturation et l'intégration de dispositifs de contrôle et de paiement.

Ce mode de paiement s'effectue en application :

- du Décret n° **2023-209 du 27/03/2023** relatif à l'exécution des marchés publics par cartes d'achat publié au journal officiel de la république française du **29/03/2023** (NOR: **ECOE2206538D**) ;
- de l'instruction interministérielle du 11 décembre 2017 relative au déploiement et à l'utilisation de la carte affaires et de la carte d'achat (NOR : **CPAZ1733974J**) ;
- de l'instruction N°CPAE1808071J du **29/03/2019** relative à l'exécution des marchés publics écrits et non écrits par carte d'achat dans le cadre des services de l'État, publiée le 25/04/2019.

La société BNP PARIBAS, titulaire de l'accord-cadre interministériel « acquisition de cartes de paiement (cartes achat et cartes affaires) et prestations associées à destination des services de l'État et de ses établissements publics », est l'établissement bancaire émetteur pour les services bénéficiaires concernés.

➤ Modalités de fonctionnement de la carte achat

Les commandes sont passées aux titulaires par tout porteur de carte d'achat au sens du décret n°**2023-209 du 27/03/2023** relatif à l'exécution des marchés publics par carte d'achat, de l'instruction interministérielle du 11 décembre 2017 relative au déploiement et à l'utilisation de la carte affaires et de la carte d'achat (NOR : CPAZ1733974J) et de l'instruction CPAE1808071J du 29/03/2019 relative à l'exécution des marchés publics écrits et non écrits par carte d'achat dans le cadre des services de l'État, publiée le 25/04/2019;

Les commandes par téléphone sont interdites.

Le processus carte d'achat est le suivant, pour chaque commande (à l'étape «commande» et non

encore livrée):

- 1 demande d'autorisation ;
- 1 livraison ;
- 1 ligne télé-collecte ;
- 1 facture correspondant à une ligne de relevé d'opérations bancaires .

Les télé-collectes partielles ne peuvent être acceptées que sous réserve d'une référence unique d'autorisation bancaire.

➤ Modalités de facturation et de règlement de la carte achat

Parallèlement à la demande de télé-collecte, l'administration doit pouvoir avoir accès aux factures relatives aux commandes passées (sous format dématérialisé fourni par l'outil de commande, par courriel, ou format papier lors de la livraison).

Les prestations effectuées par les titulaires du marché sont payées par la banque de l'acheteur dans un délai réduit. Cet organisme habilité à effectuer des opérations de banque, est titulaire du «marché d'émission de carte d'achat» passé par l'Administration.

Les modalités de fonctionnement de la carte achat n'entrant pas dans le cas prévu par l'article R.2191-3 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, aucune avance ne peut être versée au titulaire.

Dès la notification du marché, et jusqu'à son terme, les prestations de l'acte d'engagement du marché feront l'objet de commande **systématique par carte achat** (adhésion à la carte achat en annexe 2 du présent CCATP).

Dès la réception de la commande en ligne par le biais de la carte achat, le titulaire devra accuser réception de la commande par courrier électronique au service bénéficiaire.

Les commandes sont effectuées au fur et à mesure des besoins en application des prix renseignés par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires (BPU). Sur chaque BPU sera noté les informations suivantes :

- le nom du service bénéficiaire ;
- le nom de la personne responsable de la commande ;
- les coordonnées de la personne responsable de la commande (mail obligatoire et téléphone)
- le numéro d'enregistrement juridique ;
- la date ;
- le lieu de livraison ;
- le montant de la commande.

Toute commande ne faisant pas l'objet d'un BPU dans les conditions énoncées ci-dessus ne devra être exécutée et ne sera pas réglée.

La commande pourra être transmise sur la boîte fonctionnelle du titulaire, courrier postal ou remise en main propre.

Le délai d'exécution de la commande commencera à partir de sa notification au titulaire.

➤ Dérogation à l'utilisation de la carte achat :

La passation par bon de commande sera autorisée pour tous matériels spécifiques comme défini dans l'article 4.3.4 du présent CCATP.

4.3.3 – Commande de produits non référencés sur le BPU

Le service bénéficiaire commandera ses fournitures par le biais du bon de commande pour tous produits non listés dans le bordereau des prix unitaires mais appartenant aux familles listées sur ce dernier et pour tous produits dont le montant HT **sera supérieur à 200 euros**.

Dans ce cas, un devis sera établi par le titulaire et adressé au service demandeur dans les 72 h00. Sur le devis, seront mentionnés obligatoirement le prix "public" et le taux de remise défini au préalable dans l'onglet "taux de remise par famille" du BPU, ainsi que le prix remis. Le devis validé et signé comportant le numéro d'EJ sera retourné au titulaire et vaudra bon de commande.

Le bon de commande ainsi que le récapitulatif du panier ou le devis validé devront être déposés au format PDF via l'interface de commande ou par courriel. La commande est validée comme réceptionnée dans les 24 heures à partir du dépôt du bon de commande sur l'interface. Comme cité dans l'introduction à l'article 4, il est rappelé l'obligation de mentionner les conditions de garanties du matériel commandé sur chaque devis et bon de commande.

En cas de non-respect de ces consignes, le titulaire refuse le bon de commande notifié par le bénéficiaire. Il en avertit ce dernier dans les plus brefs délais.

Le titulaire bénéficiera dès réception du devis validé de 2 (deux) semaines pour livrer la fourniture.

En cas de non-transmission ou de retard de transmission des devis, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à **l'article 7 du présent CCATP**.

4.3.4 – Mise à disposition d'une plateforme de commande dématérialisée

Comme précisé dans l'article 4 du présent CCATP, le titulaire met en place une plateforme internet.

Les bénéficiaires passeront obligatoirement leurs commandes via cet interface. Ils pourront suivre l'exécution de la prestation en temps réel.

Le titulaire s'engage à remédier, à tous manquements et à apporter une aide aux bénéficiaires en cas de difficulté d'utilisation, de cette plateforme. Il sera dans l'obligation de répondre à la demande de bénéficiaire dans un délai de 48 heures.

En cas de non respect de cet article, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer des pénalités prévues à l'article 7 du présent CCATP.

4.3.5 – Remise d'échantillons de consommables

Des échantillons peuvent être demandés au titulaire dans des cas exceptionnels (les produits ne sont pas visibles en point de vente, nouveau produit, nouvelle référence, fournisseur inconnu...) afin de pouvoir s'assurer de la qualité ou des caractéristiques des produits proposés, pour un nombre limité de produits.

Les frais d'envoi et de retour sont à la charge du bénéficiaire. Les échantillons de produits de type consommable ou de faible valeur, sauf demande expresse du titulaire, sont conservés gracieusement par le bénéficiaire.

4.3.6 Accusé réception du bon de commande par le titulaire

A compter de la notification de la commande, par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG de référence, le titulaire dispose d'un délai de 6 heures, les jours ouvrés durant les horaires d'ouverture précisés dans son offre, pour en accusé réception et/ou pour présenter ces observations.

Pour tout retard dans le délai d'accusé réception, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 7 - Pénalité du présent document.

Le titulaire accuse réception par courriel au bénéficiaire et met à jour l'état de la commande sur la plateforme internet.

Les observations du titulaire sont validées ou non par le bénéficiaire et font l'objet d'une rectification sur la plateforme internet. L'accusé réception précise à minima :

- les références et les quantités commandées;
- les prix unitaires nets;
- le montant total de la commande;
- pour chacun des produits référencés commandés, le jour de livraison ;
- le cas échéant, si une livraison partielle est prévue ;
- l'adresse de livraison ou de retrait en point de vente.

➤ Respect du délai contractuel

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances et les motivations du retard, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé. Par dérogation au CCAG de référence, article 13.3.2, le titulaire dispose d'un délai de 1 jour ouvré pour effectuer sa demande de report de délai.

4.3.7 - Dispositions générales relatives à la commande

Les commandes peuvent être notifiées jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois après la fin de ce marché.

La résiliation de ce marché ne remet pas en cause la validité des commandes notifiées avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à la livraison des fournitures.

4.4 La livraison

4.4.1 - Délai de livraison

Les délais de livraison courent dès réception de la commande par le titulaire, seuls sont pris en compte les jours ouvrés.

Le titulaire devra impérativement préciser la disponibilité des produits lors de la réception de la commande.

- Tout matériel en stock sera livré dans un délai de 48 heures soit 2 jours ouvrés ;
- Tout matériel non en stock sera livré dans un délai de 10 jours calendaires ;
- La livraison des produits non référencés au BPU s'opéreront dans un délai fixé dans l'offre du titulaire, sans pouvoir dépasser **2 semaines après la validation du devis et l'édition du bon de commande.**

Au delà de ces délais, et compte tenu des contraintes opérationnelles des services, le pouvoir adjudicateur pourra annuler la commande sans frais.

Les délais indiqués sont les délais maximum exigés dans le cadre de l'appel d'offre.

Les candidats devront préciser dans le mémoire techniques les délais qu'ils sont en capacité d'assurer pour les lots auxquels ils candidateront. Ces délais ne pourront pas être supérieur aux délais mentionnés ci-dessus.

En cas de non-respect des délais de livraison mettant en péril le maintien en condition opérationnelle des véhicules, le pouvoir adjudicateur pourra faire appel à un autre prestataire. La personne publique se réserve toutefois la possibilité de procéder elle-même à l'enlèvement des fournitures dans le magasin du titulaire.

Cependant, en cas de non-respect des délais, des pénalités pour retard de livraison ou absence de livraison seront appliquées comme préciser dans l'article 7 du présent CCATP.

4.4.2 – Modalités de livraison

- Lieux de livraison

La livraison est opérée selon les termes prévues suivant :

- sur le site à l'adresse précisée à l'annexe 1 du présent CCATP ;
- **obligatoirement dans les locaux des ateliers, le (ou les prestataires) devra si nécessaire fournir un chariot élévateur ou tout matériel utile au déchargement et à l'installation. L'absence de ce matériel pourra conduire au rejet de la livraison**
- ou par retrait au point de vente dont l'adresse est précisée sur l'interface internet dans le suivi de la commande ;
- **la date et heures de livraison seront programmées en concertation avec le service.**
- **selon le délai défini dans l'article 4.4.1 du présent document.**

Obligations d'accès aux locaux

Les livreurs devront fournir une pièce d'identité valide pour accéder au site. Ce document leur sera demandé au poste de sécurité à l'entrée ou à l'atelier.

- Retrait en point de vente

Lorsque l'offre du titulaire repose sur un réseau d'agences, magasins ou distributeurs locaux pouvant mettre à disposition les fournitures objet de ce marché, les bénéficiaires peuvent opter pour un retrait au comptoir de l'agence, du magasin du titulaire ou du distributeur local désigné dans son offre par le titulaire pour retirer les produits.

La commande effectuée via l'interface précise ce choix.

Le retrait est effectué au point de vente prévu à la commande sur présentation par l'agent du bénéficiaire, de l'accusé de réception de commande.

➤ Bordereau de livraison

Chaque livraison est accompagné d'un bordereau de livraison, qui précise à minima, outre les informations prévues à l'article 20 du CCAG de référence :

- l'identification du titulaire ;
- les références de la commande ;
- les désignations - références et quantités commandées ;
- les désignations - références et quantités livrées, les éventuels reliquats ;
- la date de livraison ;
- le nom de la personne livrant ;
- l'adresse de livraison ou de retrait en point de vente le cas échéant.

➤ Prix de la livraison

Les prix unitaires HT inscrit dans le bordereau de prix unitaires sont affichés livraisons incluses.

Le titulaire s'engage à livrer les fournitures cités au BPU et hors BPU sans frais de port, soit FRANCO DE PORT.

Les prix des livraisons inclut :

- les frais d'emballages
- les frais de manutention
- les frais d'assurances
- les frais de stockage
- les frais de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison.

Toutes les livraisons sont effectuées en "emballage perdu" ou récupérable à la charge du titulaire selon les formalités de l'article 3.1.2 du présent document.

➤ Le transport

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire et ce jusqu'à vérification et admission de la commande.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter les consignes environnementales de l'article 3.1 du présent CCATP.

Conditions de sous-traitance pour les livraisons

La sous-traitance est autorisée pour ce marché uniquement pour les livraisons.

La sous-traitance est autorisée conformément aux articles R.2193-1 à 9 du code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation de chaque sous-traitant par la personne publique et de l'agrément des conditions de paiement figurant dans chaque contrat de sous-traitance sachant que les livraisons sont franco de port pour ce marché.

Les dispositions du présent marché s'appliquent intégralement aux éventuels sous-traitants.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché tant envers la personne publique contractante qu'envers les personnels employés.

Modalités d'acceptation de la sous-traitance

Le candidat qui entend recourir à la sous-traitance, produit, en même temps que son offre, une demande d'acceptation ou d'agrément du ou des sous-traitants.

Cette demande comporte :

- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du ou des sous-traitants proposés,
- une déclaration indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics,
- Le formulaire de confidentialité et RGPD dûment signé par le sous-traitant.

La déclaration de chaque sous-traitant doit impérativement être jointe au dossier, en double exemplaire.

La personne responsable du marché fait connaître sa décision d'acceptation ou de refus du ou des sous-traitants via PLACE ou par courriel.

À défaut d'une décision intervenue avant la notification du marché au titulaire, celle-ci emporte acceptation du ou des sous-traitants.

4.5 – Commande : Réception, vérification, admission, rejet et installation

4.5.1 – Réception, vérification, admission

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées à l'initiative de la personne publique dans les conditions prévues aux articles 22 à 25 du C.C.A.G.-F.C.S au moment de la livraison.

4.5.2 Rejet, non conformité

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire ait été mis à même de présenter ses observations. Le motif du rejet pourra être mis par écrit sur le bon de livraison de la commande. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord cadre. Par dérogation au C.C.A.G. F.C.S., le titulaire dispose d'un délai d'une semaine à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées.

L'enlèvement des pièces non conformes ou rejetées est aux frais du titulaire.

Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne pouvant nuire à l'exécution des missions de la personne publique, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en ait été informé.

4.5.3 – Erreurs de commande

Les titulaires sont tenus de reprendre sans frais les pièces faisant l'objet d'erreur de commande.

4.5.4 - Pose et mise en charge

Concernant le lot 2, les matériels devront être livrés, posés, prêts à l'emploi (y compris le raccordement électrique, l'épreuve de mise en charge et le forfait déplacement Auvergne - Rhône-Alpes). La maintenance de ces matériels n'est pas comprise dans la prestation.

Tous les moyens de levage seront soumis obligatoirement à l'épreuve de charge indispensable à la sécurité des agents.

Tout manquement à ces conditions entraînera l'application de pénalités comme indiqué dans l'article 7 du présent document.

4.5.5 – Emballages, déchets

Voir l'article 3 – Responsabilité sociétales du titulaire et développement durable

4.6 – Garanties, retour et service après-vente

4.6.1 – Garanties :

La durée de la garantie minimale qui s'applique dans les conditions définies à l'article 28 du C.C.A.G./F.C.S. est fixée à un (1) an.

Cependant, il est demandé une garantie particulière pour certains articles, ces garanties sont détaillées sur les BPU.

La garantie constructeur peut prolonger la durée des garanties demandées.

Lorsqu'une fourniture s'avère défectueuse pendant la période de garantie, le titulaire s'engage à la remplacer gracieusement.

Le point de départ du délai de garantie est la date de réception des marchandises par l'administration. Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication à compter de la date d'admission.

La garantie entraîne l'échange gracieux par le titulaire des articles non conformes à la commande ou reconnus défectueux dans les conditions et délais définis à l'article 4.6.2 du présent CCATP.

Les conditions plus avantageuses relatives à la garantie proposée par le(s) candidat(s) dans le mémoire technique pour chaque lot, se substitueront aux garanties ci-dessus précisées.

4.6.2 – Retour et service après vente :

Pour chacun des lots, le(s) titulaire(s) devra être en mesure de :

- proposer une aide à l'utilisation de certains articles,
- assurer le lien avec le service bénéficiaire par le passage régulier d'un commercial,
- délivrer une information sur les différents produits existants, les nouveautés et sur leur utilisation,
- assurer la reprise des produits non utilisés dans leur emballage qui ne conviennent pas à l'utilisation.
- assurer le remplacement de l'outillage défectueux sous garantie dans un délai de 4 jours, avec récupération sur site de l'article concerné,

Pour chacun des lots, le passage régulier d'un commercial nommé essentiellement pour ce marché par l'interlocuteur unique assurera le lien avec le service bénéficiaire. Son passage sera effectué une fois par mois ou plus sur demande du prestataire.

Ces éléments seront précisés dans les mémoires techniques.

Pour la mise en place de certains matériels nécessitant une étude de sol, cette dernière sera réalisée par les services compétents de l'Administration.

Délais de traitement des retours et services après vente

Les demandes de retour de produits sont soumises aux délais suivants, à compter de la demande effectuée par le bénéficiaire :

- remise d'un accusé de réception sous 24 heures ouvrés, par courriel adressé au bénéficiaire et sur le suivi de la commande dans l'interface internet ;
- communication des informations administratives utiles pour le retour sous 48 heures ouvrées par courriel adressé au bénéficiaire et sur le suivi de la commande dans l'interface internet ;
- accusé réception des produits retournés sous 24 heures à compter de leur réception par le titulaire, par courriel adressé au bénéficiaire et sur le suivi de la commande dans l'interface internet ;
- émission d'un avoir sous 7 heures ouvrées à compter de la réception des produits erronés ou échange du produit avec livraison franco de port.

Les réclamations et demandes de service après vente sont soumises aux délais suivants à compter de la demande effectuée par le bénéficiaire :

- remise d'un accusé de réception sous 24 heures ouvrés, par courriel adressé au bénéficiaire et sur le suivi de la commande dans l'interface internet ;
- communication d'une date de réponse sous 48 heures ouvrées ;
- en cas de produit défectueux pendant sa période de garantie, le titulaire effectue son remplacement sous 48 heures ouvrées ;
- en cas d'avarie partielle ou totale des transport ou de colis perdu non retrouvé sous 72 heures ouvrées, le titulaire effectue à ses frais une nouvelle livraison sans délai de l'ensemble des références et des quantités concernées.

Tout manquement aux consignes de délais ci-dessus entraînera des pénalités selon l'article 7 du présent CCATP

ARTICLE 5 – PRIX ET RÉGLEMENT DES COMPTES

5.1 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents aux commandes, au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la gestion des déchets, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires

5.2 - Détermination des prix de règlement

Le marché est traité à prix unitaires, remisés, en euros, hors taxes.

Par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG-FCS, le prix de règlement résulte de l'application des taux de remise figurants à l'annexe financière de l'acte d'engagement sur les prix publics du titulaire au jour de la commande. Ces taux de remise restent inchangés pendant toute la durée du marché ou sont améliorés.

Il est donc impératif que l'administration puisse avoir accès en permanence, via un logiciel informatique ou un site Internet, aux tarifs publics en vigueur du titulaire.

Les remises par famille de produits sont également appliquées aux prix public du catalogue sur les produits listés dans le BPU mais appartenant aux familles de produits.

Le titulaire s'engage à appliquer au marché les prix proposés à l'occasion d'actions promotionnelles lorsque ces derniers sont plus favorables que la tarification consentie contractuellement.

Dans le cas des produits bénéficiant de promotions dite « annuelles », le tarif le plus favorable pour la personne publique sera appliqué.

5.3 – Révision des prix des produits

Les prix des produits portés au BPU (annexe 1 de l'acte d'engagement) sont fermes à la date de notification jusqu'à la date de fin du marché.

Ils sont ensuite révisés à la date anniversaire de la notification du marché, soit annuellement, à la hausse ou à la baisse, par le titulaire, en fonction des mises à jours de son catalogue.

Le titulaire transmet sa demande un mois avant la date anniversaire du marché à l'adresse suivante "sgami-se-marchespublics@interieur.gouv.fr" et fournit les renseignements suivants :

- le BPU des produits révisés ;
- la liste des produits ajoutés au BPU à remplacer (par ajout d'un onglet supplémentaire au BPU)
- les produits supprimés du BPU à remplacer (par ajout d'un onglet supplémentaire au BPU)
- la liste des produits présents à la fois au BPU à remplacer et dans le BPU révisé (par ajout d'un onglet supplémentaire au BPU)

Le silence du RPA dans les quinze (15) jours qui suivent la réception vaut accord de la révision des prix.

Entre chaque révision, les prix restent fermes.

Les remises accordées lors de la notification du marché restent inchangées pendant la durée de vie du marché.

Pour rappel, les frais de livraison ne sont pas révisés et reste franco de port pour la durée de vie du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur en accord avec les bénéficiaires se réserve le droit de contester ces révisions de prix si ces dernières mettent en péril l'exécution du marché.

Pour justifier d'une contestation, l'acheteur effectuera le calcul de la variation des prix sur 70 % des prix remisés indiqués dans le BPU.

La formule de calcul sera la suivante :

Moyenne des prix des produits remisés (BPU) après revision des prix – moyennes des prix des produits (BPU) avant révision des prix

Moyenne des Prix des produits (BPU) avant révision * 100

Le pourcentage d'augmentation ne devra pas dépasser 10 %

5.4 - Évolution des prix – clause de sauvegarde

Le titulaire doit impérativement informer par écrit le pouvoir adjudicateur de l'évolution de ses prix publics à chaque changement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, sans indemnités la partie non exécutée du marché lorsque les évolutions de prix conduisent à une augmentation de plus de 5 % par an.

5.5 - Application du taux à la valeur ajoutée

Le taux de TVA applicable sur les factures est celui en vigueur le jour de la livraison.

5.6 – Modalité d'établissement des factures

Le relevé bancaire indiqué sur la facture doit correspondre à celui fournit par le titulaire lors de la phase consultation.

En cas de changement de RIB, le titulaire s'engage à avertir la personne publique dans les plus brefs délais.

5.6.1 - Mentions obligatoires des factures

Pour le traitement de chaque facture, **il est impératif** d'y porter les mentions listées ci-dessous :

Au titre du code général des impôts¹:

- Date d'émission de la facture
- Numéro d'Identifiant unique de la facture
- Raison sociale et adresse
- SIRET ou, à défaut, SIREN
- Montant TTC et HT
- Taux de TVA appliqué et montant
- Mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir

1. article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, en application de l'article 128 du CGI

ET

Pour le traitement de votre facture et dépôt dans chorus-Pro :

- Le code **SIRET ÉTAT unique** :

n°11 000 201 100 044

- **Le code du service exécutant (code SE) :** MI5PLTF069(à renseigner lors de l'émission de la facture) situé en haut à gauche sous l'adresse de facturation. Le code service exécutant ne comprend que des zéros et aucune lettre o.

- **La référence de l'engagement juridique** (numéro d'EJ : 10 caractères numériques) située en haut à droite du bon de commande ou à défaut sur la lettre de notification du marché.

Outre les mentions légales, les factures doivent porter les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier ;
- les noms et adresse du débiteur ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et éventuellement de chaque avenant, ainsi que la date et

- le numéro du bon de commande ;
- le type et la quantité de fournitures livrées en précisant sa destination ;
- le montant hors TVA de la fourniture livrée et des prestations réalisées, éventuellement ajustées ;
- le taux et les montants de la TVA ;
- le montant TTC ;
- la date ;
- le numéro d'identification CHORUS (n°indiqué dans le bon de commande).
- le numéro du lot ;
- le site concerné.

5.6.2 - Transmission

Les factures doivent être envoyées obligatoirement par voie dématérialisée :

Les entreprises sont soumises à l'obligation de dématérialiser les factures. L'article 4 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique précise : « Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation prévue au I de l'article 1^{er} de l'ordonnance du 26 juin 2014 susvisée et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail. »

Par ailleurs, en vertu du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, la réception d'une facture **papier** envoyée par un fournisseur grande entreprise soumis à l'obligation de dématérialiser à compter du 1^{er} janvier 2017 ne déclenchera pas le délai global de paiement. Aucun intérêt moratoire ne pourra être réclamé.

Si le fournisseur rencontre des difficultés pour déposer ou modifier ses factures, la section Organisation et Qualité Comptable (OQC) dispose de 2 référents pour l'accompagner dans ses démarches à l'adresse suivante : sgami-se-chorus-oqc@interieur.gouv.fr.

Le portail Chorus Factures est accessible à : <https://chorus-factures.budget.gouv.fr>.

Il permet après un premier enregistrement du fournisseur (SIRET, RIB, etc.) de déposer ses factures sous format PDF ou de saisir en ligne ses factures sur le portail.

Dans tous les cas les factures doivent obligatoirement indiquer :

- le numéro d'engagement juridique à 10 chiffres,
- le code du service réceptionnant (service exécutant : MI5PLTF069).

Ces deux informations figurent sur le bon de commande.

Préalables techniques et réglementaires :

Les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications de format normalisé d'échange de ce mode de transmission sont accessibles sur le portail CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur,execution=elsl>

Ce marché est éligible au dispositif de la carte achat suivant les dispositions et modalités d'exécution définie dans l'article 4.3.2 du présent document.

5.7 – Délai de paiement et intérêts moratoires

Le règlement est effectué par paiement administratif.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par les services de l'administration conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai global de paiement des intérêts moratoires est fixé à 45 jours à compter de la réception de la facture par les services de l'administration, conformément à l'article 2192-36 du décret n° 2018-075 du 31 décembre 2018.

5.8 – Régime fiscal

Les impôts et taxes de toute nature inhérents à l'activité du titulaire ou relatifs aux locaux dans lesquels elle intervient, sont acquittés directement par lui, conformément à la réglementation en vigueur

5.9 - Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises.

Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché pour la part forfaitaire ou de la notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DIVERSES

6.1 – Conflits d'intérêts

Le titulaire s'engage à prendre toutes mesures nécessaires avant et pendant toute la durée de l'exécution du marché aux fins d'éviter une situation de conflit d'intérêts telle que définie ci-dessous :

Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public conformément à l'article L.2141-8 du code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où une situation de conflit d'intérêts, telle que définie ci-dessus serait identifiée pendant la réalisation des prestations, le titulaire s'engage à en informer sans délai le pouvoir adjudicateur par écrit et à proposer des solutions pour remédier pleinement à la situation de conflits d'intérêts, étant entendu que ces solutions doivent être expressément approuvées par le pouvoir adjudicateur. A défaut, le marché sera résilié pour non-respect de la réglementation.

6.2 – Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur ou aux bénéficiaires en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou des bénéficiaires ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou aux bénéficiaires ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG de référence, le titulaire doit justifier, **à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci**, qu'il est titulaire des contrats d'assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur, des bénéficiaires et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie (la nature, le montant et la durée de la garantie).

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

La cessation, l'annulation du contrat d'assurance ou la non production de l'attestation, sans que soit opérée immédiatement une substitution de garantie acceptée par l'acheteur, constitue une faute grave et peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du prestataire après mise en demeure.

Conformément aux stipulations du CCATP, la responsabilité du titulaire est susceptible d'être engagée tant que la marchandise n'est pas livrée dans les locaux des bénéficiaires. Par voie de conséquence, il fait son affaire de toute action en responsabilité contractuelle contre le transporteur pour tout dommage quelle qu'en soit la forme, et notamment en cas de perte, d'avaries et de retards. La réparation du préjudice subi par les bénéficiaires est totalement indépendante de l'action intentée par le titulaire contre le transporteur.

6.3 – Autres obligations administratives :

6.3.1 Changement affectant le titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire

et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retard de paiement.

Pour les changements relatifs à la structure de l'entreprise n'affectant pas sa forme juridique, le titulaire devra fournir :

- Raison sociale ou de dénomination sociale : fournir soit un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'assemblée générale de la société soit une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales
- Siège social ou domicile, de capital social, de personnes ayant le pouvoir de diriger l'entreprise et de l'engager vis-à-vis des tiers : notifier ces modifications par écrit.

Pour les changements dans la structure de l'entreprise entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale, le titulaire devra fournir

- Modification de la forme juridique du titulaire n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale (transformation régulière de la société ou participation de la société à un groupement d'intérêt économique sans lui faire apport du marché) : notifier cette modification par écrit.
- Modification portant transfert de l'exécution d'un titulaire à un autre (participation de la société à un groupement d'intérêt économique en lui faisant apport du marché, entreprise donnée en gérance libre) ou de changements importants entraînant la création d'une nouvelle personne morale (fusions, absorption, scissions), fournir :
 - un extrait K BIS mis à jour ;
 - une copie du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire ;
 - un extrait du journal d'annonces légales relatant la décision (avec les dates de parution et références du journal) ;
 - la déclaration du candidat (formulaire DC2) ;
 - l'attestation URSSAF de versement de cotisations et de fourniture de déclarations des candidats tributaires d'un marché public datant de moins de 6 mois ;
 - l'exemplaire unique de l'acte d'engagement ou, à défaut, une déclaration sur l'honneur de perte de l'exemplaire unique ;
 - un pouvoir de la personne habilitée à représenter l'entreprise et à signer ;
 - un relevé d'identité du compte à créditer.

6.3.2 Confidentialité

Le(s) titulaire(s) s'engagent à informer leurs personnels du caractère sensible du site, objet de la prestation, et l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations qu'ils seraient amenés à connaître dans l'exercice de leurs missions.

Les titulaires s'engagent à procéder aux modifications nécessaires du contrat de travail des personnels appelés à intervenir sur ce site, en y ajoutant une clause de confidentialité.

Les titulaires devront veiller en permanence à ce que leurs personnels autorisés se conforment strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur sur le site.

Les titulaires devront exiger de leurs personnels qu'ils n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le marché.

Aucune publication ou communication écrite ou orale, concernant l'ensemble des prestations et des informations obtenues dans le cadre du marché ne pourra être faite par les titulaires. Ils doivent, sans délai, avertir le responsable du site de toute violation de l'obligation de confidentialité.

La responsabilité des titulaires peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de surveillance des accès du site. Elle peut être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information

Les titulaires déclarent avoir eu connaissance de toutes les contraintes existantes énoncées par les mesures de sécurité afférentes au site lors de la visite du site et s'engagent à les respecter et à les faire respecter par ses agents habilités exécutant les prestations.

6.4- Sanctions

En cas de violation des précédentes obligations, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire conformément au présent CCATP

6.5 – Cas de crise sanitaire

En cas de crise sanitaire, le(s) titulaire(s) s'engagent conformément à leur plan de continuité d'activité à assurer leurs prestations. Le plan de continuité d'activité doit être fourni à l'administration dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du marché.

Le titulaire devra se référer à la réglementation en vigueur relative à la gestion des crises sanitaires. Par ailleurs, les titulaires devront se conformer aux règles sanitaires imposées sur les différents sites de livraison.

ARTICLE 7 – PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les manquements constatés par les prestataires font l'objet de l'envoi d'un mail relatant précisément les faits (dates, heures, problèmes constatés...) au bureau de l'achat et de la commande publique :

sgami-se-marchespublics@interieur.gouv.fr

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de ce marché aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG de référence, le montant des pénalités est fixe sur la

durée de vie du marché. Les pénalités seront fermes et ne feront pas l'objet de révisions.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG de référence, les pénalités seront en outre appliquées quel que soit leur montant total sur l'ensemble du marché.

Désignation des pénalités	Description des pénalités	Montants en € HT
Transmissions documents contractuels	Non transmission des documents Retard de transmission	50 € par jour de non transmission ou de retard à partir de la 1ere relance
Paramétrage des comptes et des accès	Retard et/ou de non-réponse au bénéficiaire	100 € par manquement constaté et par jour de retard
Résolution problème et aide à l'utilisation de la plateforme internet	Non respect du délai de traitement de la demande	50 € par jour de retard dès l'édition de la demande
Mise en place de la carte achat	En cas de retard dans la mise en place de la carte achat à la notification du marché	100 € par jour de retard constaté
Commande hors BPU	Non transmission et/ou retard de transmission de devis	50 € par jour après la 1ere relance
Accusé réception commande du BPU	Non respect du délai d'accusé réception de la commande	5 € par heure de retard
Délai de livraison pour produits en stock	Absence et/ou retard de livraison	30 € par jour de retard après les 48 heures ouvrées prévues à l'article 4.4.1
Délai de livraison pour produits non en stock	Absence et/ou retard de livraison	30 € par jour de retard après les 10 jours calendaires prévues à l'article 4.4.1
Délai de livraison pour les commandes hors BPU	Absence et/ou retard de livraison	30 € par jour de retard après les 2 semaines (validation devis) prévues à l'article 4.4.1
Consignes délais traitements retour Article 4.6.2	Absence ou non respect du délai d'accusé reception de la demande	20 € par jour de retard à partir des 24 heures ouvrés suivant la demande
	Non respect du délai des informations utiles au retour et suivi sur l'interface	10 € par jour de retard à partir des 48 heures ouvrés suivant l'accusé réception du titulaire
	Non respect de l'accusé réception du produits retournés par le titulaire	20 € par jour de retard à partir des 24 heures suivant le départ du produit du site du bénéficiaire
	Non respects du délai prévu pour émission d'un avoir (7 heures)	5 € par heure de retard à partir des 7 heures prévues pour l'émission d'un avoir
	Non respect du délai prévu pour	30 € par jour de retard à partir

	échange du produit (48 heures)	des 48 heures prévu pour l'échange du produit
Consignes délais traitements SAV et réclamations Article 4.6.2	Absence ou non respect du délai d'accusé réception de la demande	20 € par jour de retard à partir des 24 heures ouvrés suivant la demande
	Non respect du délai de communication d'une date de réponse	10 € par jour de retard à partir des 48 heures ouvrés suivant l'accusé réception de la demande
	Non respect du délai de remplacement d'un produit garantie mais défectueux	30 € par jour de retard à partir des 48 heures prévues pour le remplacement du produit
	Absence de nouvelle livraison pour avarie de transport, ou colis perdus	30 € par jour de retard après les 72 heures prévues à l'article 4.6.2
Clauses environnementales	Non transmission de l'état représentatif des produits éco responsable cités au BPU à notification du marché et annuellement	50 € par constatation de manquement
	Non transmission d'un récapitulatif semestriel des caractéristiques des emballages	50 € par constatation de manquement
	Non transmission des états annuels concernant la gestion des déchets et émission à effet de serre (transport)	50 € par constatation de manquement
Clauses sociales	Non respect d'une des huit (8) conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail des pays d'implantation ou de provenance des marchandises, en application de l'article 6 du CCAG de référence.	300 € par constatation de manquement

Le décompte des pénalités est adressé au titulaire du marché qui les déduit lui-même du montant facturé de la facture suivante.

En cas de contestation, il doit informer la personne publique dans un délai maximal de 15 jours à compter de la réception de ce décompte. Passé ce délai, son silence vaut acceptation des pénalités.

Par ailleurs, en cas de manquement, l'administration se réserve le droit de faire exécuter ces prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire et la fixation de pénalités ne peuvent être appliquées simultanément au même manquement.

En cas de manquements répétés, l'administration se réserve le droit de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution. En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celle-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur internet « Relations fournisseurs » du Ministère de l'intérieur, Place Beauvau, 75800 PARIS Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

ARTICLE 9 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Le marché peut-être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles aux articles R.2191-46 à R2191-63 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.. Un exemplaire du marché « dit exemplaire unique » sera délivré au titulaire sur demande.

ARTICLE 10 – RESILIATION DU MARCHE

10.1 - Cas de résiliation

Par décision notifiée au titulaire, le marché peut-être résilié :

- du fait de la personne publique, en applicatin de l'article 38 du CCAG-FCS, par décision unilatérale de l'administration notifiée au titulaire ;
- dans les cas visés à l'article 39, 40, 41 et 42 du CCAG-FCS ;
- pour infraction au code du travail : si au cours de l'exécution du marché, le ministère de l'intérieur est informé par un agent de contrôle mentionné à l'article L.8222-6 du code du travail de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, le titulaire dispose d'un délai de deux mois pour apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse. A défaut, le marché peut-être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire selon les modalités arrêtées à l'article 45.1 du CCAG-FCS ;
- en cas d'installation d'équipement, le titulaire doit formuler une demande d'autorisation préalable auprès de l'administration. A défaut de cette autorisation, le marché peut-être résilié sans indemnité.

10.2 - Décompte de résiliation

La résiliation du fait de la personne publique dans le cas fixé à l'article 40 du CCAG-FCS donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.2 du CCAG-FCS.

La résiliation aux torts du titulaire donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.3 du CCAG-FCS.

La résiliation prononcée dans les cas visés à l'article 39 du CCAG-FCS donne lieu au décompte de résiliation mentionné à l'article 43.4 du CCAG-FCS.

10.3 - Montant provisionnel

Conformément à l'article R. 2191-30 du code de la commande publique, sans attendre la liquidation définitive du solde et sous réserve d'un accord entre les parties, la résiliation totale ou partielle, quel que soit son motif, donne lieu au versement d'un montant de dettes ou de créances, hors indemnisation éventuelle, à titre provisionnelle comme suit :

- si le solde est créditeur au profit du titulaire, le pouvoir adjudicateur lui verse 80 % de ce montant ;
- si le solde est inférieur au profit de l'acheteur, le titulaire lui reverse 80 % de ce montant.

Un délai peut-être accordé au titulaire pour s'acquitter de sa dette, sous réserve de l'accord du pouvoir adjudicateur.

Dans cette hypothèse, et ce conformément à l'article R.2191-44 du code de la commande publique, le titulaire fournit une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire.

10.4 – Indemnisation

Lorsque l'administration résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation égale à deux pour cent (2 %) du montant hors taxe des paiements effectivement reçus l'année de la résiliation par le titulaire au titre du présent marché, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS.

Le titulaire peut-être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagé pour le marché et strictement nécessaire à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation du marché.

A défaut d'accord entre les parties dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, il est fait application des dispositions de l'article R.2191-31 du code de la commande publique.

ARTICLE 11 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

CCAG / FCS	CCATP
Article 3.7.2	Article 4.3.6 - Accusé réception de la commande par le titulaire
Article 9	Article 6.2 - Assurances
Article 10.2.1	Article 5.2 – Détermination des prix de règlements
Article 13.3.2	Article 4.3.6 - Accusé réception du bon de commande par le titulaire : respect du délai contractuel
Article 14.1.2	Article 7 : pénalités
Article 14.1.3	Article 7 : pénalités
Article 42	Article 11.4 : indemnisations